

LES GOUVERNEMENTS COMPTENT LEURS ÉCONOMIES, BRUXELLES SES SANS-ABRIS

CARTE BLANCHE | BICO × AMA

Ce jeudi, le secteur bruxellois du sans-abrisme arpentera les rues des 19 communes pour dénombrer les personnes sans chez-soi. Deux semaines après le conclave budgétaire bruxellois, l'incertitude demeure toujours sur le financement des politiques de sans-abrisme. Les fédérations de l'aide aux personnes sans chez-soi, BICO et AMA, dénoncent les mesures d'économie qui se sont abattues ces derniers mois sur les services et refusent toute austérité dans un secteur dont les besoins ne cessent d'augmenter.

Dépasserons-nous la barre des 10.000 personnes dans les rues de la capitale ?

En novembre 2024, 9.777 personnes sans chez-soi étaient recensées à Bruxelles, soit 25 % de plus qu'en 2022, dont 1.678 enfants.

Ces chiffres qui racontent des vies, des familles sans solution et des personnes qui dorment dans la rue, leur voiture ou des hébergements précaires, ne doivent pas rester que des statistiques. Ils doivent guider les politiques publiques pour les adapter aux réalités !

S'il faudra plusieurs mois pour connaître les chiffres de 2026, le paradoxe est déjà là: comment agir contre le sans-abrisme tout en réduisant les moyens des acteurs de terrain ?

Bruxelles tire sur la corde de son dernier filet et dans ce qui permet de ne pas y tomber

D'Alors que de nombreuses associations faisaient déjà face à une augmentation des demandes et à une complexification des situations de sans-abrisme, plusieurs d'entre-elles ont appris cet été que leurs subsides pour 2026 étaient diminués, voire supprimés. Ces financements n'avaient pourtant déjà pas été indexés durant la longue période d'affaires courantes qu'a traversée la Région. Malgré cela, les associations ont continué à assurer leurs missions, parfois en avançant elles-mêmes les montants nécessaires.

Cela n'est pas sans conséquences : fermeture d'une maison d'accueil pour 34 hommes, diminution du nombre d'accompagnements, projets d'occupation de logements vides menacés, une dizaine de pertes d'emplois. Dans certains cas, c'est même la survie d'associations qui est en jeu.

Lutter contre le sans-abrisme nécessite d'agir sur tout ce qui permet d'éviter que les situations ne se dégradent et conduisent à la rue. L'accès à un logement abordable, aux droits, le travail essentiel des CPAS, la prévention, l'accompagnement social et la santé en sont autant de remparts.

Or des réductions ont aussi été effectuées dans le cadre du Plan global de sécurité et de prévention (PGSP), avec 14 projets arrêtés sur 39. Pourtant, ces dispositifs sont essentiels, car ils vont vers les personnes les plus éloignées de l'aide, permettant de maintenir les liens et d'éviter que des situations ne se complexifient.

Même constat niveau logement : au moment où les loyers sont impayables, le Gouvernement a diminué les financements des dispositifs de création de logements abordables et veut revendre du logement social.

Pendant ce temps, le Gouvernement fédéral abandonne Bruxelles

À cette fragilisation régionale s'ajoutent les décisions du gouvernement Arizona. Après avoir annoncé, en septembre 2025, la fin du soutien fédéral au Plan Grand Froid, qui finance des lits de novembre à mars dans cinq villes belges, le fédéral menace désormais le Brussels Deal.

Conclu en 2022 pour répondre à la crise de l'accueil et au manque de places dans le réseau Fedasil, cet accord permettait d'héberger et d'accompagner 2.000 personnes à Bruxelles. Cet été, la ministre de l'Asile et de la Migration a annoncé la suppression de 1.000 places en septembre. Elle a par ailleurs récemment ajouté que 1.000 places supplémentaires pourraient disparaître d'ici janvier, soit la totalité du dispositif.

Derrière ces chiffres, ce sont donc à la fois des personnes qui se retrouvent sans solution et à nouveau des professionnels qui perdent leur emploi. En refusant d'agir dans le champ de ses compétences, l'Arizona fait ainsi peser sur Bruxelles le risque d'une véritable crise humanitaire comme nous l'avons connu en 2015 au parc Maximilien.

Le dénombrement dira combien de personnes vivent sans chez-soi. Le budget dira quelle importance nos politiques accordent à cette réalité

Le lundi 5 octobre, lors de la présentation du budget 2027, le ministre-président Boris Dillies a mis en avant 3 priorités liées au sans-abrisme : pas d'enfants en rue, un soutien du travail social-santé, et le renforcement de la sécurité, notamment autour des gares. Mais quel est le projet global et quels sont les moyens qui lui sont donnés pour les mettre en œuvre ?

Le 15 octobre sera donc le jour des chiffres. D'un côté, celui des personnes sans chez-soi, dont le nombre ne cesse d'augmenter dans les rues de la capitale. De l'autre, celui des budgets fédéral et régional, des économies annoncées et des moyens que les gouvernements décideront (ou non) de consacrer à cette réalité.

Combien d'enfants devront encore dormir dans la rue avant que l'urgence soit pleinement prise en compte ? Combien de familles faudra-t-il refuser avant de reconnaître que l'offre d'accueil n'est plus à la hauteur des besoins ? Va-t-on créer de nouveaux dispositifs au moment même où l'on fragilise ou supprime ceux qui existent et ont fait leurs preuves ? Et surtout, peut-on sérieusement prétendre répondre au sans-abrisme en renforçant principalement la réponse sécuritaire autour des gares, alors que ses causes sont aussi, et d'abord, liées au logement, à la précarité et à la santé ?

Le sans-abrisme n'est pas une variable d'ajustement budgétaire : c'est un choix politique.

